

été 2019

Ressources & Territoires

Changements
environnementaux
et sociétaux :
**l'urgence
de s'adapter**

PAGE 5

**La CUMA de Barie :
des outils,
de l'entraide**

PAGE 10

**La Ronde
des Ombelles
à Pompéjac :
l'art et le territoire**

PAGE 12

L'édito

Sommaire

- 2-4 > Les brèves d'actu
- 5 > Changements environnementaux et sociétaux : l'urgence de s'adapter
- 10 > La CUMA de Barie : des outils, de l'entraide
- 11 > Elevage bio : long parcours pour circuit court
- 12-13 > La Ronde des Ombelles : l'art et le territoire
- 14-15 > Les repères
- 16 > Selfie !



Contre la résignation, l'optimisme est un combat !

S'il est une double leçon à retenir des élections européennes, c'est bien ce que traduit, dans le même temps, le vote de désespérance qui sonne comme un cri, et celui qui appelle à une prise de conscience plus forte des enjeux écologiques.

La situation appelle une réponse à la hauteur de ce double enjeu pour nous engager plus fermement en termes de solidarités humaine et territoriale, mais aussi pour faire face sans faillir aux conséquences du changement climatique.

En Gironde, les initiatives citoyennes et celles des élu.e.s de terrain sont souvent exemplaires, simples et efficaces, nouvelles ou puisant dans des manières d'agir anciennes que la course au progrès a fait passer pour désuètes.

Ce qui doit devenir obsolète, c'est la course au profit à laquelle nous devons opposer une façon plus économe de vivre ensemble, de partager les richesses existantes, tout en préservant les ressources.

La prise de conscience générale est suffisamment puissante pour que nous accélérions, pour que nous amorçons ce virage radical, seule voie pour donner du sens à notre démocratie, pour lui apporter une dynamique attendue de toutes et tous.

N'attendons pas les bonnes idées d'en-haut. Elles sont là au plus proche de nous, dans la bienveillance et le souci du mieux-être de sa voisine, de son voisin. Contre l'emballlement mortifère du tout-financier, bâtissons cet humanisme résolu qui sera notre sauvegarde durable.

Le Président du Département de la Gironde

Jean-Luc Gleyze

Les brèves d'actu

Votre rendez-vous
saisonnier

été 2019
**Ressources
& Territoires**

**est une publication
saisonnière :**
► de dossiers et de
ressources pour les acteurs
des territoires et une vitrine
du laboratoire des projets
territoriaux
► envoyée aux élus locaux
girondins, aux entreprises
et associations qui ont
participé aux pactes
territoriaux
► éditée à 13 000
exemplaires

Inscrivez-vous !...
En ligne, à la newsletter
de cette communauté
d'acteurs locaux pour
recevoir tous les mois
l'actualité des territoires
girondins et des politiques
publiques départementales
par mail.

Et retrouvez votre journal
trimestriel sur le portail
internet du Département :
gironde.fr/collectivites

Les rendez-vous

24/06/2019

Séance plénière :
Budget supplémentaire

01/07/2019

Commission permanente

12/09/2019

Inauguration de la Maison
du Département des Solidarités
au Grand Parc, Bordeaux

27/09/2019

Conférence sur la cybersécurité,
immeuble Gironde, Bordeaux

En septembre

Inauguration de La Ronde
des ombelles à Pompéjac

01/10/2019

Commission permanente



REDYNAMISER

**Soutenir les collectivités
en matière d'aménagement
commercial - O.D.A.C.33,
(Orientations départementales
pour un Aménagement
Commercial de la Gironde).**

Le Département a adopté
4 nouvelles aides en appui
aux collectivités pour la
réalisation d'études dans le
domaine de l'aménagement
commercial :

► **aide aux études d'impact
de projets commerciaux**
pour évaluer les impacts
d'un projet d'extension
ou de création de grande
ou moyenne surface, de
manière à garantir sa
bonne insertion dans son
environnement urbain et
commercial, et proposer
des axes d'améliorations aux
décideurs locaux

► **aide aux études de
stratégie d'aménagement
commercial** pour organiser
les futurs développements
commerciaux d'un territoire.
Cette stratégie sera
déclinée en orientations et
prescriptions opérationnelles
ou traduite dans les
documents d'urbanisme

► **aide aux études
de redynamisation
commerciale** pour identifier
problématiques et enjeux à
l'échelle d'un centre-ville ou
centre-bourg et définir un
programme d'actions pour
revitaliser ou maintenir les
commerces

► **aide aux études
de programmation
commerciale** pour
concrétiser les démarches
de revitalisation commerciale
engagées, et localiser,
dimensionner et identifier
les typologies d'activités
commerciales et de service
à implanter.

⚠ **À destination des élus
et techniciens des
périmètres de SCoT,**
le Département organise des
séminaires de sensibilisation
aux enjeux de l'aménagement
commercial : La Gironde

au défi des pratiques
commerciales de demain.
Dates et inscriptions, ici :
gironde.fr/collectivites

PRODUIRE

**Contrat de développement
des énergies thermiques
renouvelables avec l'ADEME
pour produire 24 Gigawatt-
heure d'énergie en trois ans
(2019-2021).**

Pour quoi ? Projets de
production de chauffage,
d'eau chaude sanitaire, de
rafraîchissement ou de toute
autre production thermique,
faire des économies
d'énergie, etc.

Pour qui ? Les collectivités,
les établissements publics
et les structures privées.

Comment ?
Accompagnement technique
personnalisé, conseil par un
animateur territorial, aide
au financement des projets
d'installation d'énergie
thermique renouvelable
accordée par l'ADEME,
la Région Nouvelle-Aquitaine,
le Département et l'Etat.

Avec qui ? Selon la zone
géographique, avec l'appui
de l'Agence Locale de
l'Energie et du Climat
de la Gironde et de la
métropole bordelaise
(ALEC) et le Syndicat Mixte
Interterritorial du Pays Haut
Entre-Deux-Mers (SIPHEM).
**gironde.fr/
energiesrenouvelables**



TRAVERSER

**Les bacs girondins Le Verdon-
Royan et Lamarque-Blaye :
des nouveaux tarifs adaptés
à chaque usager.**

Depuis début avril, le
Département propose une
nouvelle grille tarifaire
élaborée en concertation
avec les usagers. Des
tarifs attractifs pour les
déplacements des piétons et
des voitures, un abonnement
mensuel ou annuel avec
passages illimités, des cartes
10 passages, des tarifs

« famille », un tarif social...
bref, traverser l'estuaire
avec les bacs girondins, c'est
désormais mieux répondre
aux besoins des usagers
locaux, encourager les
mobilités douces, s'adapter
aux nouveaux usages et
optimiser l'utilisation des
bateaux.

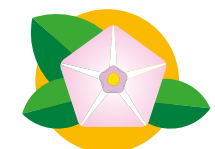
Pour tout savoir :
gironde.fr/bacs



SE CONNECTER, SÉCURISER

Le 27 septembre 2019 :
le Département de la
Gironde réunira les acteurs
publics et parapublics
autour des questions de
cybersécurité. L'occasion
d'évoquer très pratiquement
les enjeux soulevés par ce
sujet d'actualité.

**Plus d'informations
prochainement, ici :**
gironde.fr/collectivites



SE RÉVÉLER

**La Gironde se révèle propose
un éventail de sorties
culturelles, « nature », sports
et loisirs à découvrir partout
en Gironde, et plus de 500
spectacles des Scènes d'Été.**

Comme chaque année, de
juin à septembre, les Scènes
d'été sont le rendez-vous
culturel incontournable.
gironde.fr/agenda

**148 communes partenaires
58 festivals**

**16 compagnies itinérantes
360 000 spectateurs
700 000 € de budget environ**

RESSOURCES & TERRITOIRES, le magazine édité
par le Département de la Gironde, Direction de
la Communication - 1 esplanade Charles-de-
Gaulle CS 71223 - 33074 Bordeaux Cedex - tél.
05 56 99 33 33 - Directeur de la Publication :
Frédéric Duprat Rédactrice en chef: Brigitte Botte
- Rédaction: Brigitte Botte, avec la participation de
Marc.A Bertinet Didier Beaujardin (Le grand sujet)
Crédits photo : Brigitte Botte, Wilfrid Pangaut,
Département de la Gironde, Yves Chaudouët
(esquisse), Paul Robin, Aurélien Marquot, mairie
de Loupiac - Conception graphique : Graphism&.,
Marc Vernier - Graphiste : Anne-Lucie Grislain
Impression: Laplante sur papier PEFC 100%
Dépôt légal : mai 2014 - Tirage : 13 000 exemplaires
ISSN / 2609-5513.

Photo de couverture : Faune - Le Teich
Crédit photo : Département de la Gironde

la question

à Christine BOST

1^{ère} Vice-présidente
chargée des synergies,
stratégies et développement
des territoires



À travers son action, le Département peut-il
changer la trajectoire des évolutions
dommageables en cours et à venir ?

Toute institution publique détient, par définition, un pouvoir d'agir. Si l'action départementale en matière de rééquilibrage territorial, de préservation du cadre de vie et de solidarité envers les plus vulnérables est engagée depuis longtemps, on ne peut pour autant s'en satisfaire. Cette implication départementale n'est ni à méconnaître, ni à minimiser, et certainement pas à infléchir. Elle se poursuit sans relâche avec nos partenaires que sont les communes, les associations, les citoyens, qui collaborent à la définition de nos politiques publiques, afin que celles-ci soient le mieux adaptées, le moins impactantes sur les ressources et toujours au bénéfice des Girondines et Girondins.

La huitième série des neuf Conseils de Territoires, qui s'est déroulée de mai à juin de cette année, a encore démontré l'envie des acteurs locaux de construire collectivement un avenir girondin meilleur. Près de mille personnes se sont retrouvées autour d'une cinquantaine d'ateliers multithématiques, partout en Gironde. Autant d'échanges pour comprendre les évolutions du monde, s'entendre sur la part de solution dont chacun est porteur, évaluer l'impact de son action, prévenir les conséquences de ses décisions, défendre et partager ses projets, protéger le vivre ensemble, réparer ce qui peut encore l'être... c'est bien là toute l'ambition et le pouvoir de l'action départementale.

Les brèves d'actu

▼ suite

ANIMER ET SOUTENIR LES TERRITOIRES

Deux nouveaux dispositifs départementaux au titre du tourisme
pour les communes de moins de 10 000 habitants

Les aides concernent :

- l'aménagement d'aires de services pour les camping-cars : intervention à 30% sur des dépenses plafonnées à 100 000 €
- réhabilitation et création d'hébergements touristiques : intervention entre 10 et 35% pour des dépenses plafonnées à 100 000 €

Contact

Service Agriculture - Foncier - Tourisme

Roselyne Laot Monfort / Alain Monget

dgat-dcdt-saft@gironde.fr



LES
TWEETS

Journées portes ouvertes des Maisons du Département des Solidarités :

- à Bordeaux,
le 12 septembre 2019
- en Haute-Gironde,
le 3 octobre 2019
- dans les Graves,
le 14 novembre 2019

gironde.fr/maisons-solidarites

biblio.plage sera ouvert sur les
domaines de loisirs de Blasimon
et Hostens du 29 juin au
1^{er} septembre de 11h à 19h
gironde.fr/biblio-plage

Changements environnementaux et sociétaux : l'urgence de s'adapter

Le 13 novembre 2017, dans la revue BioScience et le quotidien Le Monde, 15 364 scientifiques du monde entier poussaient un cri d'alarme d'une ampleur inédite, alors que se déroulait, à Bonn, la COP23 consacrée au climat.

Non seulement, soulignaient-ils l'importance de réduire le réchauffement climatique et la destruction des espèces vivantes, mais également l'urgence de s'y atteler. Affectés par les perturbations créées par le changement global dont nous sommes responsables, les écosystèmes doivent aussi subir déforestation, artificialisation des sols, agriculture intensive et usages massifs de pesticides...

Le temps presse mais des solutions et des initiatives existent. En Gironde aussi, il faut changer nos habitudes : 2019, place à la résilience.

Le Département agit déjà pour lutter contre la détérioration de la biodiversité.

Pour autant et face à l'accélération des dégâts, le Département, sous l'impulsion de son Président, Jean-Luc Gleyze, s'engage à adapter ses politiques publiques aux changements climatiques et sociétaux. L'action collective est le seul moyen de surmonter l'ampleur des défis, de retrouver le lien et le sens. Il s'agit de décroïsonner et réconcilier pour aborder les catastrophes de manière plus résiliente, pour construire une société prévoyante, plus solide.



Gilles Bœuf,

professeur à Sorbonne Université, président du Conseil scientifique de l'Agence Française pour la biodiversité.

Ressources & Territoires : Humain et vivant sont-ils indissociables ?

Gilles Bœuf : Sortir l'humain du vivant et de la nature n'a aucun sens. L'humain est vivant, au sein du vivant. Une analyse sanguine chez l'homme révèle la présence de sodium comme dans l'eau de mer. Bien sûr, l'humain n'est pas qu'un animal, il possède des particularités, mais n'est pas à côté. On fait partie de ce système. Chaque agression du vivant est une auto-agression, en totale contradiction avec le terme sapiens. Ce n'est pas très malin.

R & T : Tous les dangers sont-ils humains ?

G.B. : Séisme, tsunami et volcan n'ont rien à voir avec l'humanité ni ses activités. La météorite tombée sur Terre il y a 66 millions d'années a causé un mal terrible, mais le vivant s'est reconstruit, certes avec du temps. Aujourd'hui, le souci est que l'impact est différent notamment en raison du facteur démographique.

Si l'on parle de résilience - le retour à un état après un trauma -, cela signifie retrouver l'état plus ou moins proche mais jamais le même qu'avant. On peut récupérer dans la souffrance et regagner un état presque aussi confortable, mais cela nécessite du temps. Dans les écosystèmes, pas de résilience si l'on est mort, mais tout ce qui n'est pas détruit peut repartir au bout d'un moment.

R & T : Concrètement, agir localement, en Gironde, signifie quoi ?

G.B. : Arrêter de détruire la bonne terre agricole, cesser d'assécher les zones humides, cesser la déforestation, cesser de tout bitumer. On a envie de vivre au pays et d'y vivre bien sans détruire l'environnement. On va y venir. Je suis partisan du bon sens et non de la contrainte. Bien rémunérer les paysans, c'est en finir avec les pesticides. Agir localement, c'est se rassurer soi-même, mesurer l'impact immédiat de ses gestes, créer de l'union sociale car on ne peut laisser chacun s'en sortir seul de son côté. On s'est coupé du monde, des gestes anciens, pourtant les solutions existent dans la nature. On est imprévoyant, voilà la limite de notre système. Le changement immédiat est impossible, c'est désolant, mais il ne faut pas baisser les bras.

« Agir localement, c'est se rassurer soi-même, mesurer l'impact immédiat de ses gestes, créer de l'union sociale car on ne peut laisser chacun s'en sortir seul de son côté. »

POINT DE VUE



Jean-Luc Gleyze,

président du Département de la Gironde

Le temps de se soucier, en paroles et promesses, des générations futures est révolu ! Si nous voulons nous rendre service ainsi qu'à nos enfants, c'est ici et maintenant que nous devons agir, que nous devons revoir notre manière de vivre.

Nous sommes nombreux à avoir l'intuition forte qu'il faut faire plus, anticiper les chocs à venir, en atténuer la portée pour s'y adapter, en somme qu'il faut « entrer en résilience ».

Loin de céder au catastrophisme et au fatalisme, il s'agit de comprendre les multiples signaux autour de nous, de valoriser les nombreux savoir-faire locaux car les expérimentations existent pour donner sens à cette autre manière d'aborder le monde. En Gironde, nous le voyons au travers des initiatives portées dans le cadre de Solutions solidaires.

Il est de notre devoir de permettre à toutes et tous, aujourd'hui et demain, d'avoir des conditions de vie mieux que dignes, agréables, acceptables, s'opposant au productivisme et à la consommation à outrance.

La situation environnementale, qui appelle un changement radical, a partie liée avec des fragilités humaines évidentes. Nous participons à les endiguer mais elles continuent de nous interpeller et exigent là aussi des solutions nouvelles.

À nous, de façon résolue, de mettre en œuvre une stratégie de résilience girondine pour agir parfois plus vite et plus fort, parfois différemment. Il est temps !

La Réole anticipe la transition énergétique

Amorcer le déclin des énergies fossiles, préserver l'environnement et repenser la ville.



La Réole

Pompes à chaleur, panneaux solaires, réseaux de chaleur, chaudière à biomasse : toutes ces installations alimentées par des ressources renouvelables sont éligibles au « contrat de développement territorial des énergies renouvelables thermiques » initié par le Conseil départemental et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), le 12 avril 2019.

À La Réole, dans l'Entre-deux-Mers, on est assez exemplaire. En effet, depuis 2011, une grande partie de la ville (hôpital, écoles, maison de retraite, CFA, services publics) se chauffe grâce à la biomasse.

Le bois, lui, provient de Sauveterre-de-Guyenne.

Ce projet remonte en réalité à 2004 lorsque la commune répond à un appel à projet du Siphem (Syndicat mixte interterritorial du pays du Haut Entre-deux-mers), spécialisé dans l'habitat et l'énergie. L'importante densité de bâtiments publics, regroupés sur un même secteur (1,5 MWh/m linéaire), avait généré un très bon résultat lors de l'étude de faisabilité.

Bruno Marty,
Maire de La Réole (33190)
05 56 61 10 11
mairie@lareole.fr

Loupiac, bouleversement local

Investissement citoyen et changement de direction

Depuis 2008 et, plus encore, depuis 2014, la commune de l'Entre-deux-Mers a adopté son propre Agenda 21. Ainsi, dans le cadre du traitement des espaces communs, c'est zéro phyto depuis deux ans. Parallèlement, l'éco-pastoralisme a été mis en place avec trois brebis chargées de l'entretien des espaces verts. Ainsi, avec l'aide du Département, l'école municipale possède un poulailler dont les pensionnaires se régaleront des déchets organiques de la cantine scolaire.

Si la ville peut être fière de son cheptel, elle ne s'est pas arrêtée là. Ainsi, grâce à l'aide du Conseil départemental, l'école possède un toit végétalisé, qui permet également une récupération optimisée des eaux pluviales.

Soucieuse du bien-être des enfants et vigilante sur la nutrition, la ville



Jardin pédagogique, Loupiac

a créé un jardin municipal (100% bio), géré via une convention par une association, fournissant fruits et légumes consommés à la cantine scolaire. Ainsi, de la production à la transformation jusqu'à la gestion des déchets, Loupiac est autonome, maîtrise ses coûts et agit en toute transparence, sans omettre l'aspect pédagogique.

Lionel Chollon,
Maire de Loupiac (33410)
05 56 62 99 62
mairie-loupiac@wanadoo.fr



La gestion différenciée En finir avec l'utilisation des produits phytosanitaires

Un produit phytosanitaire est une préparation chimique destinée à : protéger les végétaux contre les organismes nuisibles, assurer la conservation des récoltes, prévenir ou détruire la croissance des végétaux indésirables. Or, **un gramme de substance active déversé dans un fossé contamine 10 000 m³ d'eau !** Imaginez l'impact sur la santé publique... Il a donc fallu trouver des solutions pour pallier cette utilisation au sein des espaces publics qui ne sont soumis à aucun rendement. C'est là que la gestion différenciée prend son sens en répondant aux enjeux environnementaux comme aux enjeux d'usage. Elle établit préalablement un diagnostic des espaces publics d'une collectivité, puis préconise des solutions sur mesure pour chaque espace (terrain de sport, centre-bourg, cimetière, parc). Surtout, elle s'attache à penser le plus largement possible la fréquence des travaux et des interventions. En outre, cette démarche aide à rendre les agents d'entretien plus autonomes. Sur chaque site identifié, il y aura toujours des réponses et des solutions ayant des répercussions bénéfiques à tous les niveaux : environnemental, économique, culturel, social. Dernier point, la gestion différenciée s'inscrit dans le cadre de la loi Labbé du 1^{er} janvier 2017 interdisant le recours aux produits phytosanitaires pour les collectivités sur certains espaces publics.

Rémi Malraison,
Technicien chargé de la gestion différenciée, S.I.A.E.B.V.E
du littoral girondin.
Tél. : 07 89 02 81 53
remi.malraison@siaebvelg.fr

POINT DE VUE



**Magda* 18 ans, étudiante en première année d'histoire
à l'Université Bordeaux Montaigne.**

On va droit dans le mur et ça ne va pas en s'améliorant. Je ne suis pas alarmiste, mais la situation actuelle et tout ce que l'on ne fait pas ne me donne que le choix de m'engager. La récente mobilisation des jeunes a été un déclic, je me suis dit que tout n'était pas forcément perdu.

Je me nourris via mes lectures dans la presse et, quand j'ai le temps, je me plonge dans des sources plus détaillées.

Au quotidien, je suis vigilante sur mon alimentation et ses impacts comme la déforestation, j'emprunte les transports en commun, je ne privilégie pas la consommation à outrance, ainsi je ne me rue pas dans les magasins le premier jour des soldes.

Le signe des pétitions en ligne si elles présentent un intérêt. Parfois, il n'y a pas d'autre moyen d'agir, aussi faut-il s'en saisir. Je prends part à des manifestations autant que possible même si ce schéma de mobilisation a changé, on n'obtient plus aussi facilement de résultat par rapport à il y a 50 ans... Mais manifester reste nécessaire car internet ne résout pas tout.

À mon sens, les priorités sont : la neutralité carbone, la meilleure gestion des ressources car on vit désormais à crédit, l'arrêt des énergies non renouvelables dont le nucléaire en raison des déchets radioactifs. Il faut prendre des mesures radicales et non concéder des petits pas, conciliant écologie et libéralisme.

*le prénom a été volontairement changé par souci d'anonymat, ndlr.

Climat, résilience...

paroles de Girondines et Girondins, micro-trottoirs

« La micro-mobilité est une véritable mine à creuser pour changer notre rapport à la ville. La majorité des déplacements intra-muros dépassent rarement 3 kilomètres »

Vincent, commercial, 47 ans

« Un acte local qui fait sens, c'est valoriser les Drives fermiers qui soutiennent les paysans, les rémunèrent au prix juste, respectent le rythme des saisons et les modes de production et maintiennent les territoires. »

Marie-Aimée, retraitée, 70 ans.

Plus on est éloigné des centres-villes, plus on a recours à son véhicule. Des transports en commun adaptés, plus fréquents sont nécessaires. Les parcs relais, ça fonctionne.

Claire, danseuse, 29 ans

Il faut multiplier les initiatives pour la collecte et la transformation des déchets organiques dans les restaurants et les hôtels. On peut en faire un super compost.

Laurent-Pierre, restaurateur, 35 ans.

« Le bon sens paie toujours. On va revenir aux bouteilles consignées. Un geste tout sauf anodin. »

Marie-Laure, juriste, 47 ans.

« Il faut plus de vert en ville, plus d'arbres, plus d'espaces végétalisés, de squares, de parcs, de promenades. Plus une ville est verte, plus elle respire. La nuit, le jour, en cas de chaleur. Et les arbres, ça efface le stress »

Julie, comptable, 34 ans

Contacts

Agence Locale de l'Energie et du Climat de la Métropole bordelaise et de la Gironde (ALEC)
François Menet-Haure
Tél. 05 56 00 53 36
francois.menethaure@alec-mb33.fr

Conservatoire du Littoral
Isabelle Kisielewski
Tél. 05 57 81 23 21
i.kisielewski@conservatoire-du-littoral.fr

Office National des Forêts
Fabrice Sin
Tél. 05 58 75 54 21
fabrice.sin@onf.fr

ATMO NA (Qualité de l'air en Nouvelle-Aquitaine)
Alain Gazeau
Tél. 09 84 20 01 00
contact@atmo-na.org

GIP Littoral
Nicolas Castay
Tél. 05 56 13 14 73
nicolas.castay@giplittoral.fr

Conservatoire Botanique National Sud-Atlantique (CBNSA)
Grégory Caze
Tél. 05 57 76 18 07
g.caze@cbnsa.fr

Observatoire Aquitain de la Faune Sauvage (OAFS)
Marie Barneix
Tél. 05 40 00 89 90
barneix@oafs.fr

La CUMA de Barie : des outils, de l'entraide



#maraîchage #bio #circuitscourts #réseau
#coopérative #collectif #entraide



Serge Lacoste et Laurent Brunel, à Barie

La Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole de Barie regroupe une trentaine d'adhérents qui investissent ensemble et partagent du matériel performant dont le coût pour une seule exploitation serait inaccessible. De taille moyenne, la CUMA du sud Gironde porte bien ses 50 ans et ne cesse de grossir ! Visite à Barie.

Mutualiser en proximité

« Arriver à vivre de son métier : l'enjeu est là » martèle Serge Lacoste, président de la CUMA de Barie depuis 2002, et agriculteur conventionnel. La CUMA n'est que du positif pour l'osiericulteur (culture de l'osier) et il est fier d'en faire bénéficier d'autres exploitants agricoles et viticoles, sur plus de dix communes autour de Barie. « C'est un réseau porteur de valeurs humaines » ajoute-t-il. Instrument communautaire, la coopérative permet de mutualiser en proximité, du matériel, des services, des conseils, de la formation, et de partager son expérience.

Pour Laurent Brunel et Lucile Muller, tous les deux maraîchers bio sur la commune, c'est un bon levier pour démarrer quand on s'installe. D'ailleurs Lucile, qui élève aussi des poulets à chair bio depuis juillet 2018, a aussitôt adhéré au regard des facilités de paiement proposées par la CUMA. Et elle n'est pas la seule : en un an, le tout récent « groupe maraîchers » de la coopérative de Barie est passé de 2 à 7 exploitants !

Simplifier la vie

Pour Laurent Brunel, c'est différent, il entame sa sixième année d'activité. Il a acheté les bâtiments de sa ferme, et à son installation, a loué les terres à la Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (SAFER) dans le cadre d'une aide au portage foncier, dispositif financé par le Département. « L'opération de portage foncier est terminée depuis un an. C'est un système simple qui permet de différer le prix d'achat initial des terres, qui m'appartiennent aujourd'hui. Ça facilite le démarrage ! » explique Laurent. Il a repris une exploitation de 2 ha de production de kiwis déjà plantés, il cultive 2,5 ha de terres qui produisent une cinquantaine de variétés de légumes par an, et a créé 20 ha de grande culture (tournesol, maïs, blé...). Laurent Brunel précise : « La mécanisation n'est pas toujours une priorité au début et pourtant, elle simplifie la vie et ouvre des perspectives. Sans CUMA, pas de grande culture par exemple ! Ce système mutualisé signifie aussi qu'on ne rembourse pas d'emprunts, qu'on n'a pas d'entretien ni de réparation de machine. »

Dynamiser le territoire

La polyculture que permet la terre, riche, du territoire est aussi un avantage pour cette CUMA, car elle contribue à diversifier le matériel et l'activité. Pour Serge Lacoste, la coopérative fait bouger les lignes de l'agriculture conventionnelle. « En nous regroupant avec des exploitants en production bio, nous sommes tirés vers les bonnes pratiques. Inversement, ils

profitent aussi de l'expérience de l'agriculture conventionnelle. » Tous les trois s'accordent à dire que de ce collectif naissent d'autres projets. Il permet d'enclencher des dynamiques territoriales, de réfléchir au groupement de commandes, de créer de la synergie dans la commercialisation, et même d'envisager un laboratoire de transformation de légumes...

Une personne, une voix : c'est le principe de la coopération. Ici, elles sont trois à s'exprimer, sincèrement en phase, et enchantées de ce temps partagé qui les aura reliées entre deux repiquages.

gironde.fr/agriculture

Le pourquoi du comment

**AIDES DÉPARTEMENTALES
AUX MARAÎCHERS SUR 3 ANS :**

À l'investissement :
(hors filière asperge)

277 000 €
51 MARAÎCHERS AIDÉS

À l'installation :

**9 MARAÎCHERS
CONVENTIONNELS**
42 EN BIO
38 JEUNES AGRICULTEURS

Contacts

La ferme des 2 rivières
Marie et Laurent Brunel
33 190 Barie
lafermedes2rivières@gmail.com

La ferme du bosquet
Lucile Muller
33 210 Castets-et-Castillon
lafermedubosquet33@gmail.com

CUMA de Barie
Serge Lacoste, président
Mairie de Barie
33 190 Barie
contact@osiervalleedelagaronne.fr

Fédération des CUMA de Gironde
17, Cours Xavier Arnoz
33 000 Bordeaux
Tél. 05 56 79 64 34
www.gironde.cuma.fr

Département de la Gironde
Service Agriculture Foncier Tourisme
Anne Hermann Lorrain,
Conseillère en développement
Tél. 05 56 99 34 45
a.hermann@gironde.fr



Antoine Villepontoux et Hippique, le taureau

ÉLEVAGE BIO : long parcours pour circuit court



#éleveur #bio #local #ventedirecte #circuitscourts

Diplômé en électronique, Antoine Villepontoux s'aperçoit que sa place serait plutôt dans la ferme familiale. Il s'oriente alors vers un Bac professionnel responsable d'exploitation agricole et travaille en apprentissage avec son père, au Domaine des Faures à Civrac-de-Blaye. Depuis six ans, il a repris l'exploitation avec détermination.

Transmission de valeurs

En 1987, le Domaine des Faures est une ferme de polyculture et d'élevage créée par le père d'Antoine. Poules, moutons, cochons et six génisses lui permettent de vivre en autonomie. Dix ans plus tard, l'élevage bovin est certifié biologique et, en 2012, le fils, Antoine, reprend la ferme et crée l'EARL du Bioneur. Le troupeau compte aujourd'hui plus de 250 têtes dont une centaine de mères. Et elles sont belles les Limousines avec leur robe abricot ! Toute l'année dehors - la ferme n'a pas de bâtiment pour les abriter - vaches, veaux et taureaux vivent

en liberté : dans les prairies aux beaux jours, et l'hiver, dans les bois qui jouxtent la ferme. Antoine poursuit les méthodes paternelles : pâturage extensif et viande certifiée issue de l'agriculture biologique.

Prendre soin de la terre (aussi)

Après l'épisode de grêle de l'année dernière et ses conséquences sur la quantité de fourrage, le jeune agriculteur choisit de garantir l'autonomie alimentaire de ses bêtes et se forme alors au pâturage tournant dynamique. La technique, qui consiste à diviser les prés en parcelles, est efficace et vertueuse : un paddock accueille une trentaine de vaches, les déjections nourrissent la terre et les bêtes mangent et labourent naturellement les mauvaises herbes. Pendant ce temps, la plante de la parcelle voisine se repose et peut se régénérer. Ainsi, l'herbe est de qualité et pousse en abondance dans ce sol sableux et drainant. Prendre soin des bêtes et de la terre produit une viande de qualité en agriculture biologique.



Bernard Castagnet,
Vice-président chargé de l'attractivité territoriale,
de l'initiative économique locale et du tourisme

« Notre politique en faveur de la ruralité vise tout à la fois à conforter une indispensable solidarité qui s'exprime dans les CUMA et à accompagner les agriculteurs engagés en faveur du bio et d'une production responsable, piliers incontournables des circuits courts. Plus largement, nous sommes aux côtés des agriculteurs girondins sans lesquels nul avenir n'est concevable. »

Valoriser à la ferme

À son installation, le jeune agriculteur a créé son propre laboratoire de découpe à la ferme. Il explique : « la valeur ajoutée, c'est qu'on valorise mieux le produit. » De plus, il a créé de l'emploi local pour la production et la découpe. Antoine, lui, a entrepris une VAE pour devenir boucher. Aujourd'hui, il propose même une prestation supplémentaire : 65 éleveurs, d'Angoulême, du Médoc ou de Bazas, conduisent leurs animaux à son labo qui respecte strictement les normes européennes. Mais ce qui enthousiasme Antoine, il le dit : « valoriser à la ferme, c'est rencontrer des gens extérieurs au monde agricole ! Dans ces moments-là, je n'ai pas l'impression de travailler... »

Qualité et traçabilité

Une viande labellisée « bio » est un gage de qualité pour le consommateur. Ici, ce sont principalement des particuliers et des restaurants girondins, livrés à domicile, et gratuitement ! Antoine livre aussi à Biocoop Talence, Bordeaux et sur le Bassin, à quelques communes pour la restauration collective, dans les crèches et les écoles comme à Saint-André-de-Cubzac, Saint-Jean-d'Illac ou Camblanes, et aux AMAP. Celle de Saint-Genès à Bordeaux, fidèle, le suit depuis le début. Antoine Villepontoux a fait un choix d'autonomie et de traçabilité.

gironde.fr/agriculture

Le pourquoi du comment

**85 AMAP
EN GIRONDE**

48 296 €
**D'AIDE DÉPARTEMENTALE
EN INVESTISSEMENT**
pour le Domaine des Faures depuis l'installation en 2011 : pâturage tournant dynamique, aménagements, acquisition de matériels de découpe, etc.

Contacts

Domaine des Faures
Antoine Villepontoux
33 920 Civrac-de-Blaye
Tél. 05 57 58 00 24
domainedesfaures@gmail.com
viandebio33.com



L'art et le territoire



#culture #creationartistique
#foretdartcontemporain #yveschaudouet

D'un courrier déposé par les enfants à la mairie du village, rêvant d'une aire de jeux, à la création d'un terrain de jeu artistique... Histoire d'un parcours initiatique en sud Gironde. Ou comment la commune de Pompéjac accueille aujourd'hui une œuvre originale sur son territoire, et joue dans la cour de la Forêt d'Art Contemporain (FAC).



La Ronde des Ombelles, à Pompéjac

Au début était la forêt...

La tempête Klaus, en 2009, laisse derrière elle une région meurtrie. Décimé, ravagé, mais inscrit dans les mémoires, le massif des Landes de Gascogne n'est plus qu'un spectacle de désolation de pins maritimes couchés. C'est sur ce territoire dévasté que vont pousser des œuvres monumentales, dans le Parc naturel régional des Landes de Gascogne que naîtra la Forêt d'art contemporain. Il aura fallu près de trois ans pour construire le projet de cette forêt nouvelle en s'appuyant d'abord sur l'implication de bénévoles amateurs d'art et sur la passion pour l'art contemporain de Philippe Sartre, maire de Garein dans les Landes. Viendront ensuite le recrutement d'une plasticienne et d'un commissaire artistique, et l'élan des communes qui se porteront candidates pour accueillir une œuvre mais aussi, au fond, pour surmonter l'épreuve. « A Pompéjac, c'est à l'été 2014 que des enfants de la commune ont sollicité l'équipe municipale sur la possibilité d'implanter une aire de jeux, explique Isabelle Dexpert, maire. La commune

a rebondi, elle aussi, sur les attentes des plus jeunes pour imaginer un espace dédié à l'art contemporain. » Hors du Parc régional, l'œuvre s'inscrira cependant dans le périmètre couvert par l'association de la Forêt d'Art Contemporain.

Jusqu'au Ministère de la Culture

Le commissaire artistique de la FAC, Jean-François Dumont à l'époque, s'est emparé de la demande et a contacté l'artiste qui pourrait « développer et construire une poétique à travers les paroles des enfants, leurs attentes et leurs rêves », témoigne-t-il. Car il s'agissait bien de faire la lumière sur ce que voulaient les enfants, et de s'interroger sur ce que la création artistique peut apporter aux habitants et à leur quotidien. C'est ainsi que le choix s'est porté sur Yves Chaudouët pour œuvrer à Pompéjac. Artiste polyphonique, ouvert au dialogue et aux demandes inédites, il a accepté le défi. Petit à petit, La Ronde des Ombelles s'inscrit dans l'esprit des élus qui ont fait le choix singulier de ne pas commander du mobilier urbain sur catalogue, dans la volonté des habitants qui cherchent un centre à leur commune, et dans l'expression des enfants que l'été ennuie... tous réunis autour de l'artiste.

L'étude artistique ficelée, soutenue par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC Nouvelle-Aquitaine) et son conseiller en arts plastiques, Bertrand Fleury, une délégation composée d'Isabelle Dexpert, Yves Chaudouët, Lydie Palaric, directrice de la FAC, le maître d'art Gérard Borde, Jean-François Dumont et Philippe Sartre se rendra rue de Valois à Paris en 2017, pour présenter La Ronde des Ombelles devant le jury de la Commission nationale des œuvres dans l'espace public du Ministère de la Culture. Et ils obtiendront le soutien financier demandé !

Écouter et sensibiliser

S'inspirant des panaches en suspension des fleurs ombelliformes, les sept modules de métal et porcelaine encerclent, désormais, le cœur de la vie pompéjacaïse, qui bat au rythme des « 1,2,3 soleil » ! Toutes ces années, il aura fallu convaincre de l'ambition inédite de cette aventure artistique. Enfants, parents, habitants, élus locaux, écoles, communauté de communes, acteurs locaux, institutions, tous écoutés par l'artiste, ont participé à la construction du projet et l'ont inspiré. Chacun, persuadé aujourd'hui, des perspectives ludiques, éducatives, citoyennes et économiques

que fera naître l'œuvre vivante, longtemps après sa livraison. Autour, d'autres projets voient déjà le jour, participant au développement local : les locaux communaux qui abritaient d'anciennes chambres d'hôtes accueilleront, dès cet été, un café « Le Cercle dou Peis », adhérent à la Fédération des Cercles de Gascogne, une restauration et un tiers-lieu en plein centre du village. L'aventure continue... et les habitants, les touristes, les curieux d'ici ou d'ailleurs, peuvent désormais, s'asseoir, se promener, se perdre ou s'arrêter, jouer et piquer à l'ombre des Ombelles.



Michelle Lacoste,
Conseillère départementale,
Présidente de la commission Culture
Présidente de l'IDDAC

« Les missions du Département sont entre autres de soutenir l'accès à la vie artistique et culturelle sur les territoires, et de favoriser l'accessibilité aux pratiques artistiques, comme ici. La culture c'est ce qui transforme une société en civilisation ouverte. La culture n'est pas un privilège, c'est notre bien commun. »

La Forêt d'Art Contemporain, des œuvres pour comprendre le territoire

La FAC est un outil de production et de diffusion d'art contemporain sous forme d'un itinéraire régional dans le Parc naturel régional des Landes de Gascogne. Pour découvrir les 21 œuvres créées in situ et en extérieur, il existe cartes et signalétique. La chasse aux trésors se joue au détour d'un airial de chênes, d'un terrain communal, d'un étang ou d'une place de village. Ce sont les communes qui sollicitent la FAC

pour recevoir une œuvre, pour enrichir l'espace de vie quotidien des habitants et, non seulement une dizaine de projets sont en cours, mais la liste d'attente est longue. Autrement dit, il y a du pain sur la planche pour le nouveau commissaire artistique, Irwin Marchal, qui succède à Jean-François Dumont, jusqu'en 2022.

Lydie Palaric, directrice de la FAC

Un conte de fées citoyen !

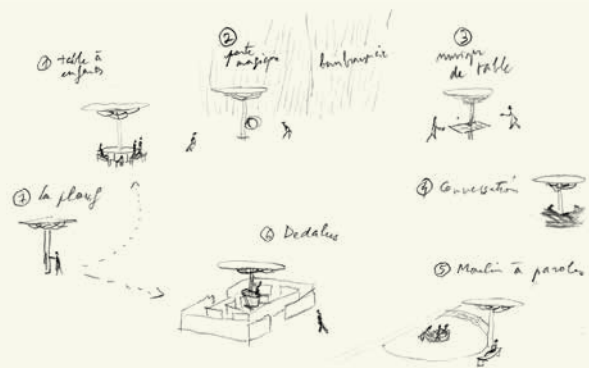
« Au commencement de l'histoire, Jean-François Dumont, commissaire artistique de la FAC, m'a montré l'endroit : un terrain de 1 ha ! La lettre des enfants de Pompéjac –curieusement perdue depuis-, le dialogue autour de la création, la demande poussée dans ses retranchements, les contraintes techniques et réglementaires ont représenté un travail de longue haleine. Un vrai défi ! La Ronde des Ombelles est une installation artistique, un parcours ludique. Des opinions préconçues, on en a fait des confettis : sans panneau, sans grille, sans interdiction. Cette œuvre n'aura pas été parachutée au cœur d'un village anonyme. J'ai été le révélateur d'une mobilisation citoyenne sans pour autant renoncer à mon intuition artistique : il aura fallu 11 réunions d'informations pour parvenir à un projet clair, et faire la lumière sur ce

que voulaient les enfants. C'est ce projet qui a retenu l'attention du Ministère de la Culture. Le jury nous a accordé environ 10% du budget annuel réservé au soutien à la création, ce qui est très gratifiant ! Chaque module est réalisé en métal et en porcelaine technique, grâce à l'expertise du maître d'art Gérard Borde. Des matériaux incassables, à l'épreuve du temps. L'œuvre est claire, nacrée, et assume son côté artificiel en pleine nature. Elle sera un magnifique support à l'imagination. Prestataires, parents, élus, habitants, collaborateurs (les artistes Clémentine L'herynat et Robin Poma), la FAC et moi-même, nous avons consacré des heures à expliquer comment l'œuvre sortait

des sentiers battus. Je l'ai élaborée par l'écoute, toutes et tous ont été largement invités à participer au processus de création. En ce sens, je peux affirmer que La Ronde des Ombelles est un conte de fées citoyen. »

Yves Chaudouët, artiste
yc@whysea.net
33 430 Bazas

Esquisse de la Ronde des Ombelles par Yves Chaudouët



Contacts

Mairie de Pompéjac
8, Le Bourg
33 730 Pompéjac
Tél. 05 56 25 49 49
pompejac.mairie@wanadoo.fr

Département de la Gironde
Direction de la culture
Hélène Fribourg, directrice
Tél. 05 56 99 67 63
dgac-dcc@gironde.fr

DRAC Nouvelle-Aquitaine
54 Rue Magendie
33 074 Bordeaux
Tél. 05 57 95 02 02
www.culture.gouv.fr

Association La Forêt d'Art Contemporain - Écomusée de Marquèze - 40 630 Sabres
Tél. 06 78 11 23 31
lydie.palaric@laforetdartcontemporain.com

Administration

La résilience des territoires aux catastrophes

Document du Commissariat Général au Développement Durable, réalisé par le Cerema.

Il s'agit d'une analyse intégrée de la résilience face aux risques naturels et technologiques et ses enseignements. Cerema - 10/12/2017

La résilience des organisations, une perspective managériale pour les collectivités locales

Les organisations de travail peuvent aussi être résilientes. Pour cela, il y a des conditions de départ à réunir. La Lettre du cadre territorial n° 507 - 01/04/2017 p.54-55

Favoriser l'accès à l'emploi des femmes dans les territoires ruraux

Le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) s'est particulièrement intéressé à l'accès des femmes à l'emploi, un enjeu majeur dans les territoires fragiles où les inégalités sexuées s'accompagnent souvent de difficultés économiques et sociales exacerbées. <https://www.cget.gouv.fr/ressources/publications/favoriser-l-acces-a-l-emploi-des-femmes-dans-les-territoires-ruraux>

Communication

Trois initiatives pour lutter contre l'illectronisme

A l'heure de l'e-administration, de nombreuses personnes ont un manque ou une absence totale de connaissances informatiques.

Maires de France – Mars 2019 n° 366 - p.46-47
Auteur : Olivier Devillers

Franceconnect simplifie l'accès aux téléservices administratifs

«Le dispositif d'authentification «FranceConnect» est adopté par de plus en plus d'administrations et de communes. Avec, à la clef, de nouveaux usages.» Maires de France - 01/03/2019 n° 366 - p.58
Auteur : Olivier Devillers

Collectivités

Transferts de compétences entre collectivités - Le CNFPT publie un guide

Guide d'accompagnement à l'usage des collectivités territoriales, qui aborde plus

particulièrement les dimensions technique, juridique et financière de ces transferts pour les communes et établissements publics de coopération intercommunale. <https://fr.calameo.com/read/0015498562658175b542b>

Economie

Restauration scolaire : privilégier un approvisionnement local en respectant la commande publique

Pistes et conseils pour s'approvisionner en produits locaux de qualité tout en respectant les principes de la commande publique. La Lettre du maire - 19/03/2019 n° 2080 - p.8

Mieux définir l'impact des circuits courts

En Occitanie, une équipe de chercheurs et d'acteurs des circuits courts ont mis au point une méthode pour évaluer leurs retombées économiques locales. Transrurales Initiatives – 01/11/2018 n° 471 - p.12
Auteure : Isabelle Barnier

Alimentation : les points clés de la loi du 30 octobre 2018

La loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous impose de nouvelles obligations à la restauration collective. Maires de France - 01 janvier 2019 n° 364 - p.36-37 et Maires de France 01 décembre 2018 - n° 363 - p.126-127
Auteure : Fabienne Nedey

Agir pour la transition énergétique

Les communes et leurs groupements jouent un rôle très important dans la transition énergétique et écologique. La Lettre du maire - 22/01/2019 n° 2072 - p.8

Environnement

Biodiversité en danger Des gestionnaires innovent

Mini dossier sur les solutions qui existent au niveau des territoires. Diagonal - n° 205 - mars 2019 - p.18-29
Auteurs : Florent Chappel, Nathalie Garat

Plan territorial de gestion des plastiques

L'association Amorce propose aux collectivités qui souhaitent s'engager un véritable plan territorial contre les plastiques, à la croisée de plusieurs politiques territoriales

AMORCE - Analyse complète 2019-03-20

Les cimetières en chemin vers le «zéro pesticides»

«Dans le contexte de l'évolution réglementaire vers le «zéro pesticides», Plante et Cité a réalisé une étude sur les cimetières et propose des conseils aux collectivités.» L'ingénierie territoriale – 01/01/2018 n°31 – p.27
Auteure : Magali Delivet

Eau : comment s'oriente l'innovation ?

L'ingénierie territoriale – 01/01/2018 n°42 – p.85-98
Auteur Emmanuel Thévenon

Eau - Sos territoires à sec

Dossier. Le changement climatique va accentuer les déficits en eau alors que la ressource vient déjà à manquer sur de nombreux territoires. Son partage suscite des conflits, et les retenues aggravent les sécheresses. La création de structures locales de gestion impliquant tous les usagers est une solution qui s'impose. Gazette 18 mars 2019 - n° 2457 p.30-36
Auteure : Isabelle Verbaere

De l'économie circulaire pour les eaux usées

La réglementation autorise la réutilisation des eaux usées pour des usages précis et dans des conditions bien réglementées. Une solution qu'il convient parfois de savoir prendre en compte Le Journal des maires - 01/03/2019 n° 3 - p.42
Auteur : Franck Chevallier

Social

Adapter l'espace vécu aux plus fragiles

Les collectivités inventent une ville inclusive à travers de nouveaux dispositifs et l'aménagement d'espaces plus faciles à vivre et accessibles à tous. Diagonal - n° 205 - mars 2019 - p.30-58
Auteurs : Marc Lemonier et Nathalie Garat

La mobilité des seniors et les aménagements de voirie facilitateurs

Invité au colloque du «Réseau francophone des villes amies des aînés» (RFVAA) qui s'est déroulé à Dijon le 22 mars et a rassemblé près de 200 participants, le Cerema est intervenu lors d'une table-ronde consacrée à la mobilité des seniors et à l'aménagement des espaces publics en faveur de ces pratiques. Les échanges croisés (collectivités, associations,

entrepreneurs, chercheurs) ont mis en lumière différents leviers et actions pour répondre aux enjeux du vieillissement de la population et ceux du développement durable. CEREMA - Analyse complète 26-03-2019

Dossier handicap - grand âge, avec l'habitat inclusif cap sur l'autonomie

L'habitat inclusif est défini par la loi Elan du 23 novembre 2018. Il est destiné aux personnes handicapées et aux personnes âgées qui font le choix à titre de résidence principale d'une habitation regroupée. Ce dispositif comprend obligatoirement un projet de vie sociale et partagé. La Gazette des communes 11/03/2019 n° 2456 - p.28-34
Auteurs : Maisonneuve Catherine Isabelle Raynaud

Des modes de logement alternatifs pour les personnes âgées

La maison d'accueil rurale pour les personnes âgées est une solution entre Ehpad et maintien à domicile. Maires de France – 01/04/2019 n° 367 – p.42-43
Auteure : Sophie Le Gall

Résidences seniors : les clés du bien-vieillir

«A mi-chemin entre maintien à domicile et Ehpad, la résidence seniors, ou le village retraite, est une alternative pour la commune. Sous réserve de réfléchir en amont à la formule convenant le mieux aux résidents.» Le Courrier des maires – 01/03/2019 n° 332 - p.54-55
Auteur : Frédéric Ville

Urbanisme

Créer un organisme foncier solidaire

Il s'agit de créer une offre de logement accessible, de rénover des logements en zone rurale et de contrôler la revente des logements. La Lettre du maire n° 2080 - 19/03/2019 - p.6

Pour plus d'informations liées à ces articles :

Contact
Direction de la Documentation
05 56 99 33 33
poste 59-72
dgac-pcdd-ddoc@gironde.fr

Chaque mois, retrouvez une sélection d'informations réglementaires en ligne : gironde.fr/les-reperes

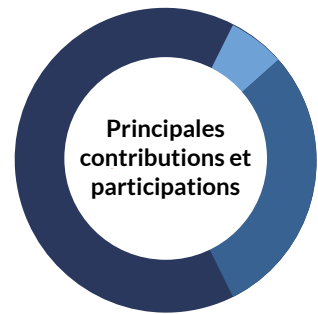
Le SDIS

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

► chiffres 2018

Les ressources financières

- Conseil départemental : 90M€
- EPCI : 69 M€
- Communes : 5,5 M€



Les ressources humaines



4 995 sapeurs-pompiers dont :

1 806
professionnels

3 189
volontaires

837
jeunes

498
double statut
professionnels + volontaire

et aussi

413 Personnels des filières administrative, technique et spécialisée (PATS)

Les moyens matériels

1 261 véhicules et remorques immatriculés dont :



344
poids-lourds



829
véhicules
légers

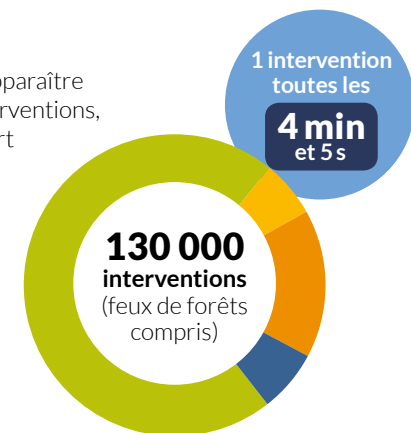


88
remorques

L'activité opérationnelle

Près de 130 000 interventions font apparaître une augmentation de 12,32% des interventions, toutes natures confondues, par rapport à 2017 dont :

- 80,16% secours à personne
- 8,61% opérations diverses
- 5,63% incendies (feux de forêt compris)
- 5,60% accidents de circulation





« C'est une vocation ! »

“Au-delà du pincement au cœur pour le symbole français, l'incendie de Notre-Dame a confirmé ce que j'ai toujours eu envie de faire...”

Du haut de son mètre quatre-vingt-dix, Aurélien Chevalier, 25 ans et déjà sapeur-pompier professionnel au SDIS de la Gironde, raconte son rêve en train de se réaliser et la fierté de marcher dans les pas de son père...

De père en fils

Francis Chevalier, sapeur-pompier volontaire depuis 1981 à Marcheprime, était une figure dans la commune. C'est lui qui a fondé la section des Jeunes Sapeurs Pompiers Biganos-Marcheprime-Mios. L'ouvrier agricole, père de deux enfants, a toujours vécu dans l'engagement et la transmission. Début 2019, Jean-Luc Gleyze, Président du SDIS de la Gironde, était présent aux côtés du Maire de Marcheprime pour honorer l'homme méritant, décédé quatre ans plus tôt, en attribuant son nom à la rue qui jouxte la caserne de Marcheprime. C'est là qu'Aurélien a fait ses premiers pas. Tout petit il accompagnait son père, essayait les casques et montait dans les véhicules : la caserne était un terrain de jeu rêvé pour l'enfant privilégié !

Dès 11 ans et demi, il s'engage dans la section des jeunes sapeurs pompiers créée par son père. Tous les samedis matin, il suivra avec assiduité les cours théoriques, pratiques et physiques, et obtiendra son Brevet national de Jeune sapeur pompier à 17 ans et demi.

SDIS comme Sapeur-Pompier Volontaire et l'apprentissage du secours à la personne, des feux de forêt et incendies urbains, des accidents de la circulation. Aurélien évoque alors l'incendie qui a ravagé près de 600 hectares de forêt à Saint-Jean d'Ilac, en 2015. « Je n'ai pas lutté contre les flammes mais je faisais partie des pompiers qui, pendant les semaines qui suivirent le drame,

« Mon père savait que, depuis tout-petit, c'est ce que je voulais faire, il m'a toujours aidé et encouragé dans ce domaine, et ma mère aussi. Aujourd'hui, elle est fière de moi. »

arrosaient le sol pour le refroidir et éviter d'autres départs de feux. » Une expérience marquante et solidaire.

À 20 ans, il passera le premier concours organisé par la Zone de Défense du Sud Ouest et le SDIS de la Gironde pour devenir sapeur-pompier professionnel. Le cap est fixé. Après avoir échoué, opiniâtre, il tentera à nouveau le concours avec succès, et renoncera à rentrer à la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris, pour rester auprès de son père, luttant contre la maladie.

Du cœur à l'ouvrage

Le jeune homme, humble et discret, fait désormais partie des dernières recrues des sapeurs-pompiers professionnels au SDIS de la Gironde. Depuis le 1^{er} février, il ne va plus sur le terrain, il a intégré la formation d'intégration SPP comme 48 de ses camarades. Les journées sont chargées et physiques. Prochainement, à l'issue du contrôle continu et en fonction de son classement, il pourra choisir son centre d'affectation en Gironde. « J'aimerais intégrer un centre à forte sollicitation opérationnelle*, tant que je suis jeune, je voudrais faire un maximum d'interventions ! » précise Aurélien.

Après un an d'expérience, il pourra retrouver la présidence de la section des Jeunes sapeurs-pompiers. « J'ai pris la relève après mon père, et ça me tient à cœur de le faire. J'ai toujours aidé les jeunes les samedis matin au centre de secours et j'aime transmettre... » Tel père, tel fils.

* À l'instant où nous publions, nous apprenons qu'Aurélien Chevalier a choisi le centre de secours de Bassens.

Contact

**Service Départemental d'Incendie
et de Secours de la Gironde**
Tél. 05 56 01 84 40

Parcours tout tracé

L'enfant a grandi, il est devenu un homme athlétique. Dès 18 ans, il s'engage comme sapeur-pompier volontaire à Marcheprime. Il obtient son Baccalauréat « Sciences des technologies industrielles ». « Ce sera la fin de mes études, mon ambition était ailleurs » sourit Aurélien. Suivra la formation du